

➤ Nicolas Sarkozy a visité Gandrange ce lundi 4 février

«Je reviendrai...»

Rendant visite aux salariés, le président français a assuré que l'Etat investirait dans leur entreprise. Opération de communication ou volontarisme industriel?

MARC FASSONE

A la question de savoir si l'Etat pouvait seul sauver des usines menacées de fermeture, Lionel Jospin, Premier ministre français, avait en son temps dit non, laissant faire le marché.

Pour Nicolas Sarkozy, président de la République, la réponse est oui. Au nom d'un volontarisme industriel hautement revendiqué: «L'Etat préfère investir pour moderniser le site plutôt que de verser de l'argent pour accompagner des gens soit en préretraite, soit au chômage.»

Et d'ajouter: «Il n'y a pas que les services, un pays qui n'a plus d'usine est un pays qui n'a plus d'économie.»

Un discours qui a surpris les employés du site de Gandrange, qui les a séduits sans pour autant forcément les convaincre. Car les questions que pose une telle affirmation sont nombreuses.

Certes, Nicolas Sarkozy peut se targuer d'avoir déjà réussi une opération de sauvetage avec Alstom alors qu'il était ministre de l'Economie. Sous sa conduite, et après de difficiles négociations avec Bruxelles, l'Etat français avait pris 20% du capital de la société pour EUR 800 millions. L'entreprise avait pu se ressaisir et l'Etat avait revendu ses parts, empochant au passage une substantielle plus-value.

Mais ici, la donne est très différente. C'est de la sauvegarde d'un site et de ses emplois, directs et indirects, dont on parle. Et plus largement de l'avenir d'une région.

Car la restructuration du site de Gandrange devait se faire sans perte d'emplois, Lakshmi Mittal ayant annoncé que les 595 salariés concernés seraient reclassés soit à Florange, soit sur les sites luxembourgeois du groupe. Peut-on en déduire que lors de la rencontre entre Lakshmi Mittal et Nicolas

Sarkozy le 28 janvier dernier, les deux interlocuteurs en soient arrivés à la conclusion que la fermeture du site à terme est inévitable?

Pourquoi pas? Michel Wurth ne confiait-il pas ce même 28 janvier au *Figaro* qu'«après la fusion entre Arcelor et Mittal Steel, nous avons fait un plan industriel pour la Lorraine. Or, depuis son ouverture au début des années 1990, l'usine de Gandrange n'a été bénéficiaire que deux ans. L'aciérie a été mal conçue, le site est disproportionné, son prix de revient est le plus élevé du groupe».

Mais l'Etat a-t-il les moyens financiers et juridiques de ses ambitions?

VERS UNE REPRISE DU SITE?

Subventionner avec des fonds publics, alors que les caisses sont censées être vides, un contre-projet syndical dans une entreprise qui accumule les bénéfices et dont le patron devrait encaisser cette année 672 millions de dollars de dividendes: c'est juridiquement infaisable, Europe oblige, et politiquement impossible.

Ou alors... dans le cadre d'une reprise du site de Gandrange par un repreneur extérieur. Dans cette hypothèse, un tel montage peut se concevoir.

«On essaie de trouver un repreneur, et il en existe, et on investira avec lui pour laisser le site ouvert.»

«Nous serons prêts à mettre de l'argent pour faire des investissements qui auraient dû être faits depuis longtemps sur le site et qui n'ont pas été faits!», a dit le président.

Qui a ajouté qu'il pourrait «également investir, j'en ai parlé avec les syndicats, dans la formation des 300 jeunes qui ont été recrutés en même temps et dont le manque d'expérience explique pour partie la dégradation des résultats du site».

Des propos repris et précisés le lendemain de la visite par Christine Lagarde, ministre de l'Economie, qui sera chargée d'appliquer cette stratégie: «Le président n'a pas dit qu'il allait donner un chèque

en blanc à Lakshmi Mittal. Ce qu'il a dit, c'est que nous étions à la recherche de repreneurs pour l'activité menacée et que nous allions, avec les organisations syndicales, examiner les scénarios possibles. On ne peut pas forcer un industriel à investir et on n'investit pas à sa place.»

Le Premier ministre, François Fillon, a, le surlendemain, évoqué la possibilité de cession du site et que dans cette optique, l'Etat pourrait servir de «relais». Une intervention publique qui serait «temporaire».

Un projet de reprise du site se dessine. Il est mené par Alain Grenaut, directeur de l'usine jusqu'en 2005.

Ce dernier, devenu président du comité de défense de Gandrange, envisagerait d'approcher Ascometal, société située à proximité du site et

contrôlée par Severstal. Une vieille connaissance. Une proposition qui aurait l'oreille des conseillers du président ainsi que de l'Intersyndicale.

De fait, l'histoire pourrait repasser les plats. La fermeture du site de Gandrange n'est-elle pas dans la logique de la fusion ArcelorMittal grâce à laquelle Mittal Steel a mis la main sur un outil de production modernisé, car ayant déjà fait l'objet de restructuration, notamment à... Gandrange, site bradé pour un franc symbolique par Guy Dollé à Lakshmi Mittal?

Un changement de propriétaire à la fois symbolique et un véritable retour en arrière pour Gandrange.

Qui devrait retrouver preneur – russe ou autre – tant, et cela, Nicolas Sarkozy l'a souligné, «le besoin en acier est fort». Et le secteur de l'acier n'a pas achevé sa consolidation. Parions que nombre d'acteurs européens seraient partants pour mettre la main sur Gan-

drange, ce qui leur permettrait de faire du volume, et donc de continuer à peser sur un échiquier en mouvance rapide et continue. Comme le fit Mittal Steel à une époque pas si ancienne.

Et maintenant? Le 28 janvier, Nicolas Sarkozy a obtenu de Lakshmi Mittal que ce dernier «ne fasse rien en terme de procédure sociale tant que l'expert mandaté par les syndicats – le cabinet Syndex – n'aura pas rendu son rapport sur les moyens de pérenniser le site».

Ce qui donne aux syndicats jusqu'à la fin avril pour présenter un contre-projet qui recevrait l'aide de l'Etat. L'expert et les syndicats seraient alors de nouveau reçus à l'Elysée pour en discuter. «Après, soit Lakshmi Mittal reste et investit, soit nous trouvons un repreneur et nous investissons avec lui.»

Quelle que soit l'option retenue, Nicolas Sarkozy a promis de revenir lui-même l'annoncer.

RÉACTIONS

Président à la dérive ou super délégué syndical à la rescousse?

Du côté des politiques représentant l'opposition – qui n'étaient d'ailleurs pas conviés à la visite –, on a tranché.

Pour Aurélie Filipetti, député PS de Moselle, il s'agit de «politique spectacle». «Personne n'est dupe... Le président veut se refaire une vertu politique sur le dos des salariés. Quant à la substance du discours: évoquer aujourd'hui un repreneur pour ArcelorMittal Gandrange, c'est déjà baisser les bras et entériner la logique financière de Monsieur Mittal. Cela renforce l'incertitude sur la pérennité du site. Il est difficile d'admettre que l'Etat subventionne un groupe et une activité extrêmement profitables aujourd'hui.» Jean-Pierre Masseret, président PS de la région Lorraine, se réjouit, quant à lui, que «le volontarisme industriel du président rejoigne celui de la majorité du Conseil régional».

Du côté des syndicalistes, les déclarations du président ont été plutôt bien accueillies. «Il a tenu un discours de syndica-

liste», a commenté Serge Jurczak, délégué CGT. «Nous sommes satisfaits par son annonce, mais nous jugerons sur les actes», complète Jackie Mascelli, autre délégué délégué CGT. «Il a bien compris la situation», déclare, satisfait, Xavier Phan Dinh, représentant de la CGT au comité d'entreprise et au conseil d'administration du groupe sidérurgique.

Le scepticisme reste quand même majoritaire chez les employés d'ArcelorMittal, qui attendent de «juger sur pièces». «D'autant qu'on nous a dit que les caisses étaient vides.» Du côté des sous-traitants, on est déjà plus proches du désespoir et on se fait peu d'illusions.

Marc Barthel, responsable national CGT d'ArcelorMittal, souligne que pour eux, la casse sociale a déjà commencé. Chez la Société métallurgique de Revigny (SMR), filiale à 100 % de Gandrange, par exemple. «22 emplois sur les 150 de l'entreprise ont été supprimés et un comité d'entreprise qui devait annoncer la fermeture de 47 autres postes a été annulé en catastrophe.»

BILLET



MARC FASSONE

Patriotisme économique, volontarisme industriel: autant de notions qui interpellent sur fond de peur de la mondialisation. Une peur majeure dans la société française à l'appel de laquelle aucun élu, et a fortiori le premier d'entre eux, ne peut rester sourd. En politicien habile, ou conscient, c'est selon, Sarkozy a fait le déplacement à Gandrange. La politique, c'est le verbe. Et le verbe a rassuré.

Mais après? Après, c'est poser la question de l'attitude à adopter face à la mondialisation et aux délocalisations. Et elles ne sont pas nombreuses.

La première, épidermique, celle favorisée en France par le Front national et autres nationalistes, c'est le protectionnisme. Totalement irréaliste pour un pays qui vit des exportations!

On peut aussi baisser les bras et s'avouer impuissant face à des forces qui nous dépassent. Ce fut la pratique de la gauche de gouvernement, Jospin en tête. Et de la droite aussi.

Sarkozy a choisi l'action. Avec tous les risques que cela comporte. Risques politiques, d'abord, de se faire accuser d'opportunisme ou de donquichotisme. Mais risque aussi de décevoir ceux qui, en dernier recours, placent leur foi en son action.

Cār que peut-on faire concrètement face à un industriel qui décide de restructurer son activité? Restructurer ou délocaliser n'est pas mauvais en soi. C'est ce pourquoi on le pratique qui peut être condamnable.

Reste à savoir comment convaincre un industriel de renoncer à une restructuration. Ou comment convaincre un repreneur d'investir dans une activité par définition peu rentable. Les solutions trouvées seront scrutées par tous les salariés d'usines en difficulté qui ne manqueront pas de solliciter l'Elysée dans les semaines à venir.

Ne pas désespérer Gandrange! Tout un programme.